VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS
STOPÀ LA PEPSICOMPLICITÉ

Justice pour les travailleurs des entrepôts en Inde!

IUF UITA IUL

Le géant mondial des boissons et des collations PepsiCo est complice des violations persistantes des droits humains commises par son fournisseur de l'État indien du Bengale occidental qui gère des entrepôts sous contrat exclusif avec PepsiCo : Radhakrishna Foodland Pvt. Ltd (RKFL).

Depuis 2013, les membres de l'UITA soutiennent un groupe de travailleurs courageux qui ont perdu leur emploi parce qu'ils ont tenté de former un syndicat et qui sont toujours au chômage aujourd'hui parce qu'ils continuent à faire valoir leurs droits. Ils ont été licenciés après que les travailleurs des entrepôts aient tenté de former un syndicat. En réaction aux protestations internationales contre ces licenciements arbitraires, PepsiCo a indiqué n'avoir aucune responsabilité à assumer, mais a néanmoins usé de son influence auprès de RKFL pour qu'il offre de réintégrer les travailleurs.

Lorsque 28 des travailleurs licenciés ont refusé de signer une déclaration disant qu'ils n'adhéreraient plus jamais à un syndicat comme condition préalable à un retour au travail, PepsiCo a nié cette version des faits et continue à la nier.

Le fournisseur de PepsiCo a réagi à la lutte des travailleurs pour leurs droits en aggravant les abus passés. RKFL a remplacé les contrats de travail d'un an, déjà précaires, par des contrats d'une durée de trois mois. Les contrats sont en anglais, une langue que les travailleurs ne peuvent ni lire, ni parler.

Lorsque l'UITA et ses membres dans le monde ont fait savoir à PepsiCo que ces contrats abusifs rendent les droits plus inaccessibles encore, la société a indiqué que RKFL rétablirait les contrats d'un an et fournirait une traduction pour que les travailleurs comprennent leurs conditions d'emploi.

PepsiCo continue pourtant à nier que les 28 travailleurs ont été injustement licenciés et refuse d'intervenir en vue de leur réintégration. PepsiCo se rend ainsi complice de ces violations persistantes des droits humains.

Gautam Sardar

est soutien d'une famille de 7 membres, mais n'a pas d'emploi régulier depuis qu'il a été renvoyé de l'entrepôt. Son père doit subir une opération ophtalmologique et Gautam s'est lourdement endetté auprès de l'usurier du village. Pourtant, il tient bon: «ils doivent nous rendre nos emplois et nous laisser retourner à l'entrepôt, non seulement en tant que travailleurs, mais également en tant que membres du syndicat."

Depuis qu'il a été mis à pied en raison de son militantisme syndical, ***Aktar Ali****, membre du Comité d'action, travaille occasionnellement dans la construction. "Quand j'ai obtenu cet emploi, j'étais sûr de pouvoir envoyer mes enfants à l'école et de pouvoir leur donner une bonne éducation. Maintenant, je sais qu'au moindre pépin à la maison, je serai obligé de retirer de l'école au moins l'un d'entre eux ".*

La rémunération globale d' **Indra Nooyi**, PDG de PepsiCo, a atteint 26,4 millions de dollars en 2015, un bond de 18% par rapport à l'année précédente. A l'époque où les 28 travailleurs ont refusé de renoncer à tout jamais à leurs droits comme condition de réintégrer leur emploi, un ouvrier à bas revenus employé par RKFL aurait dû travailler plus de 17.000 ans pour gagner le salaire de la PDG de PepsiCo.

"STOP À LA PEPSICOmplicité!"

est la campagne syndicale internationale en soutien de ces 28 travailleurs injustement licenciés. Pour mettre un terme à cette complicité, nous demandons que PepsiCo use de son influence auprès de son fournisseur pour obtenir la réintégration des travailleurs avec plein traitement, et dans des conditions qui garantissent leurs droits à l'avenir, dont le droit d'adhérer ou de former un syndicat sans crainte de représailles.

IUF
UITA
IUL

Que pouvez-vous faire?

- Visitez la page **www.stoppepsicomplicity.org** pour envoyer un message à PepsiCo;
- écrire à la représentation de PepsiCo de votre ville pour lui faire part de votre préoccupation concernant la complicité de la société dans les violations persistantes des droits fondamentaux ;
- nous rejoindre sur Facebook: **Pepsico-Workers-Rights**
- nous contacter pour savoir ce que vous pouvez faire de plus: **iuf@iuf.org**